

CHAPITRE I

Le vide avant l'homme

Avant Macron, il y a le vide.

Pas un vide abstrait, pas une simple fatigue d'électeurs capricieux lassés par la couleur des affiches. Un vide politique réel, profond, accumulé par couches successives jusqu'à devenir un matériau exploitable. Un pays ne se réveille pas un matin en décidant de confier la présidence à un homme apparu presque sans parti, sans enracinement électoral ancien, sans grande famille politique visible derrière lui. Il faut d'abord que les anciennes maisons aient brûlé. Ou pire : qu'elles soient encore debout, mais inhabitables.

La France de 2017 n'attend pas un homme providentiel. Elle cherche une sortie de secours. La nuance est importante. Un peuple qui croit encore à la politique demande un projet. Un peuple épuisé demande un visage. Il ne veut plus nécessairement comprendre. Il veut respirer. Il veut une pause dans le vieux théâtre des alternances, dans les trahisons prévisibles, dans les promesses qui commencent déjà à sentir la poussière au moment même où elles sont prononcées. Il ne croit plus vraiment à la gauche. Il ne fait plus totalement confiance à la droite. Il méprise les partis, mais ne sait pas par quoi les remplacer. Il se défie des élites, mais continue à chercher quelqu'un qui aura l'air assez compétent pour éviter l'effondrement.

C'est dans cette contradiction que Macron devient possible.

Il n'apparaît pas comme une rupture pure. Il apparaît comme une réponse calibrée à une lassitude collective. Le macronisme ne naît pas d'abord d'une idée. Il naît d'une décomposition. Il ne surgit pas dans un paysage politique vivant, structuré, idéologiquement solide. Il émerge dans un champ de ruines dont chaque camp refuse encore d'admettre l'état. La gauche gouvernementale a perdu sa voix. La droite classique a perdu sa posture morale. Le centre a perdu depuis longtemps son autonomie. Les partis ont perdu leur capacité à incarner autre chose qu'une survie administrative. Quant au peuple, il n'a pas perdu son intelligence. Il a perdu sa patience.

Le « nouveau monde » commence toujours comme cela : par l'épuisement de l'ancien. Il n'a pas besoin d'être réellement nouveau. Il lui suffit d'arriver au bon moment, quand tout le reste a l'air trop abîmé pour être réparé.

La gauche française entre dans cette période avec un problème qu'elle ne sait plus nommer : elle a gouverné contre une partie de son propre imaginaire. Le quinquennat Hollande devait être celui d'un retour à une normalité sociale après l'hyperprésidence sarkozyste. Il devait incarner la sobriété, l'équilibre, la réparation douce. Il s'est achevé dans une désillusion plus grave qu'un simple échec électoral. Il a donné à une partie de son propre camp le sentiment d'avoir été menée jusqu'au seuil du pouvoir pour y découvrir une salle de réunion.

Le Parti socialiste n'a pas seulement perdu des voix. Il a perdu sa fonction symbolique. Pendant des décennies, il avait servi de maison politique à ceux qui voulaient encore croire à

une synthèse entre justice sociale, République, Europe, progrès et gestion raisonnable du capitalisme. Cette synthèse était fragile, souvent hypocrite, parfois brillante, mais elle tenait encore par le souvenir. Sous Hollande, elle cesse de produire de la croyance. Les mots restent, mais ils ne portent plus. Justice sociale, jeunesse, République exemplaire, réorientation européenne, lutte contre la finance : tout cela continue d'exister dans le vocabulaire. Dans le réel, le pouvoir socialiste devient gestionnaire, prudent, souvent contradictoire, parfois brutal dans sa manière d'imposer ce qu'il n'avait pas su faire désirer.

La loi Travail cristallise cette fracture. Elle ne suffit pas à expliquer l'effondrement de la gauche gouvernementale, mais elle en donne l'image la plus nette : un pouvoir élu par une partie du salariat se retrouve face à une contestation sociale qui l'accuse de parler la langue de ses adversaires. Le désaccord n'est plus seulement programmatique. Il devient existentiel. À quoi sert une gauche de gouvernement si elle finit par demander à son peuple de comprendre les contraintes de la compétitivité avec la même gravité qu'un directeur financier expliquant un plan de restructuration ?

Hollande ne se représente pas. Ce retrait est un événement plus violent qu'il n'y paraît. La Ve République est construite autour de l'incarnation présidentielle, et voilà qu'un président en exercice renonce à demander au pays de prolonger son mandat. La décision peut être lue comme un geste de lucidité. Elle est aussi l'aveu d'un pouvoir vidé de sa propre capacité à se raconter. Le président sortant ne peut plus porter le récit de sa continuité. La gauche se retrouve donc avec un héritage dont personne ne veut vraiment hériter, ce qui est toujours élégant dans les familles politiques : chacun a mangé à table, mais plus personne ne reconnaît la vaisselle au moment de faire la plonge.

La primaire socialiste achève le tableau. Benoît Hamon gagne, mais hérite d'un parti déjà fissuré, d'un électorat dispersé, d'un appareil divisé, d'une gauche travaillée par la concurrence de Jean-Luc Mélenchon et par la fuite d'une partie de ses cadres vers Macron. Hamon propose une ligne plus marquée, plus sociale, plus écologique, parfois plus imaginative. Mais l'époque ne lui donne pas l'espace nécessaire. Il apparaît comme le candidat d'une maison déjà vendue, tentant de repeindre les murs pendant que les anciens propriétaires négocient leur place ailleurs.

La gauche ne tombe pas d'un coup. Elle se vide par transfusion. Une partie de son vocabulaire part chez Macron. Une partie de sa colère part chez Mélenchon. Une partie de ses électeurs part dans l'abstention. Une partie de ses cadres part là où le pouvoir semble encore accessible. Le Parti socialiste ne perd pas seulement la présidentielle de 2017. Il perd sa centralité historique. Il cesse d'être l'un des deux piliers naturels de l'alternance. Et quand un pilier tombe, il ne laisse pas seulement des gravats. Il laisse un espace. Le pouvoir a horreur du vide, mais les ambitions l'adorent.

À droite, le spectacle est différent, mais le résultat est le même : la maison se présente comme solide jusqu'au moment où la charpente craque devant tout le monde. François Fillon sort vainqueur de la primaire de la droite et du centre avec une promesse de sérieux, de rigueur, de probité, de redressement. Il incarne une droite assumée, austère, sûre de son socle, persuadée que le pays est prêt pour une cure sévère à condition qu'elle soit administrée par un homme au costume assez sombre pour ressembler à une ordonnance.

Le candidat semblait taillé pour une France qui voulait de l'ordre après le désordre. Il portait l'image d'une droite traditionnelle : famille, travail, autorité, discipline budgétaire, réforme de l'État. Il promettait l'effort et revendiquait une forme de verticalité morale. Puis l'affaire des emplois présumés fictifs éclate, et toute la mécanique se dérègle. La droite qui voulait faire campagne sur l'exemplarité se retrouve happée par une affaire judiciaire. Le candidat qui devait incarner la rigueur devient l'objet central d'un feuilleton politico-médiatique. La probité, ce mot toujours dangereux quand on en fait un piédestal, se retourne contre celui qui l'avait placée au cœur de son récit.

L'affaire Fillon n'a pas seulement fragilisé un candidat. Elle a détruit une mise en scène. La droite pouvait survivre à une divergence programmatique, à une contestation interne, même à une campagne difficile. Elle survit moins bien à l'effondrement de son avantage moral. Car tout candidat construit sa force sur une promesse implicite. Fillon promettait l'ordre après le relâchement, la droiture après le cynisme, l'autorité après le flottement. Lorsque cette promesse se fissure, il ne perd pas seulement des points. Il perd le rôle.

La réaction de son camp révèle l'état réel de la droite classique. Certains veulent le remplacer. D'autres serrent les rangs. D'autres attendent en silence, cette forme supérieure de courage politique qui consiste à regarder où tombe le corps avant de choisir son chagrin. Le parti Les Républicains se retrouve prisonnier d'un candidat blessé mais encore debout, d'une base militante mobilisée, d'élus paniqués et d'un calendrier qui ne laisse plus le temps de reconstruire. La droite ne s'effondre pas faute d'électeurs. Elle s'effondre faute de récit cohérent.

À cet instant, Macron n'a presque rien à faire. C'est l'un des grands privilèges des candidats du vide : ils récoltent parfois les ruines que les autres produisent eux-mêmes. Il n'a pas besoin de battre frontalement la gauche et la droite. Il lui suffit d'apparaître comme la surface propre entre deux systèmes abîmés. À gauche, il récupère les cadres qui ne veulent pas mourir avec le Parti socialiste. À droite, il rassure ceux qui veulent les réformes sans l'odeur de scandale. Au centre, il absorbe ce qui restait d'une tradition habituée à survivre en se rendant indispensable à plus fort qu'elle.

Le centre français a longtemps vécu comme une salle d'attente du pouvoir. Il se disait modéré, européen, raisonnable, responsable. Dans les faits, il servait souvent de zone de transit entre des forces plus puissantes. Avec Macron, il cesse d'être un appoint. Il devient

une matrice. Mais ce centre nouveau n'est pas le vieux centrisme parlementaire, celui des équilibres locaux, des notables et des compromis laborieux. C'est un centre reconditionné par le management, l'Europe libérale, la communication et la culture de l'efficacité. Un centre qui ne se présente plus comme un entre-deux, mais comme un dépassement. C'est plus vendeur. Le vieux centre disait : « Nous sommes entre les camps. » Le macronisme dit : « Les camps sont dépassés. » Même vide, mais emballage plus moderne.

Cette formule est décisive. « Ni droite ni gauche » ne signifie pas l'abolition des intérêts sociaux. Les intérêts ne disparaissent jamais parce qu'un candidat change la signalétique. Cela signifie plutôt que les vieux repères ne suffisent plus à organiser l'adhésion. Macron comprend que beaucoup d'électeurs ne veulent plus être sommés de choisir entre deux familles politiques qu'ils jugent usées. Il propose donc une sortie apparente : ne plus choisir entre les camps, mais entre l'ancien et le nouveau, entre l'immobile et le mouvement, entre les archaïques et les responsables. Le conflit social est remplacé par une opposition esthétique. D'un côté, ceux qui avancent. De l'autre, ceux qui bloquent. C'est simple, propre, presque hygiénique. Comme toutes les simplifications dangereuses.

Le « nouveau monde » n'est donc pas une invention doctrinale. C'est un dispositif de capture. Il capture les déçus de la gauche sans leur demander d'assumer un virage à droite. Il capture les libéraux de droite sans les obliger à porter le poids symbolique de leur camp. Il capture les centristes en leur offrant enfin un centre qui ressemble à une conquête et non à une béquille. Il capture les médias parce qu'il leur donne une histoire claire à raconter : un homme jeune, brillant, audacieux, qui dépasse les vieux clivages pendant que les anciens partis se battent dans les décombres. Un récit pareil, dans une rédaction, c'est presque du chauffage gratuit.

Mais la clé reste le peuple fatigué. On sous-estime toujours la fatigue en politique. On préfère parler d'idéologie, de stratégie, de sociologie électorale, de rapports de classe. Tout cela compte. Mais la fatigue agit plus profondément. Elle rend disponible à des offres politiques qu'on aurait rejetées en temps normal. Elle pousse à confondre le calme avec la solution, la nouveauté avec la rupture, la maîtrise verbale avec la vision. Un peuple fatigué ne devient pas stupide. Il devient vulnérable à la promesse d'un allègement.

En 2017, beaucoup ne cherchent pas une grande espérance. Ils cherchent une manière de sortir du vacarme. Les affaires, les primaires, les trahisons, les sondages, les querelles internes, les vieilles figures, les plateaux saturés, les mêmes commentateurs expliquant chaque semaine la fin d'un monde dont ils vivent très bien : tout cela produit un épuisement. Macron arrive avec une proposition implicite : mettre fin à la scène ancienne. Il ne dit pas seulement « je vais gouverner ». Il dit : « je vais vous débarrasser de ce spectacle. » C'est une promesse puissante, surtout quand le spectacle est devenu indigne même pour ceux qui l'ont acheté.

Le peuple n'est pas convaincu avant d'être soulagé. Ce soulagement est le premier carburant du macronisme. Soulagement des élites économiques, qui voient arriver un président compatible avec leurs attentes. Soulagement d'une partie des classes moyennes, qui veulent croire à une rationalité apaisée. Soulagement des électeurs modérés, qui ne veulent ni du Front national ni du retour brutal des vieux appareils. Soulagement médiatique, aussi, devant un personnage capable de fournir du récit, de la nouveauté, du style, de la tension contrôlée. Une démocratie fatiguée adore les profils qui lui promettent de la gérer sans l'obliger à se regarder trop longtemps dans le miroir.

Le premier tour de 2017 raconte cette fragmentation mieux que n'importe quel discours. Aucun bloc ne domine vraiment. Macron arrive en tête, mais avec une base initiale limitée à moins d'un quart des suffrages exprimés. Marine Le Pen se qualifie. Fillon résiste malgré l'affaire. Mélenchon frôle le second tour. Hamon s'effondre avec le Parti socialiste. Ce n'est pas l'image d'un pays emporté par un enthousiasme massif. C'est l'image d'un pays éclaté, cherchant une issue dans un paysage où quatre forces principales se tiennent dans un espace resserré tandis que l'ancien parti de gouvernement de gauche est relégué à un score de survivant.

La victoire de Macron ne naît donc pas d'un peuple soudain converti à une doctrine nouvelle. Elle naît d'une conjonction : discrédit des sortants, effondrement des partis traditionnels, peur de l'extrême droite, crise de la droite morale, division de la gauche, besoin de stabilité européenne, fascination pour le renouvellement, et lassitude profonde devant les formes anciennes. C'est une victoire par disponibilité du terrain. Le sol était meuble. Il a suffi d'y poser la bonne structure.

Ce point est essentiel pour comprendre la suite. Macron ne prend pas le pouvoir contre le système. Il prend le pouvoir parce que le système traditionnel ne parvient plus à se reproduire sous ses anciennes formes. Il n'est pas l'ennemi du vieux monde. Il est sa solution de remplacement. Il en conserve les circuits, les compétences, les réflexes, les hiérarchies, mais il les présente sous une forme neuve. Le vieux monde avait besoin d'un visage qui ne sente pas le renfermé. Il l'a trouvé.

C'est pourquoi le macronisme est plus intéressant qu'un simple succès électoral. Il révèle un moment où la politique française ne sait plus comment produire de la légitimité avec ses outils habituels. La gauche ne sait plus parler au peuple populaire sans se contredire dans l'exercice du pouvoir. La droite ne sait plus incarner l'ordre sans se prendre les pieds dans ses propres affaires. Le centre ne sait plus rester modeste et découvrir qu'il peut se déguiser en révolution. Les médias cherchent une narration. Les élites cherchent un stabilisateur. Les citoyens cherchent une sortie. Et au centre de cette convergence apparaît un homme qui a compris que, dans une époque vidée de croyance, l'important n'est pas seulement d'avoir un programme. C'est d'avoir l'air d'être la porte.

Le vide précède le produit.

C'est la phrase qui devrait ouvrir toutes les analyses sérieuses du macronisme. Avant le candidat Macron, il y a l'effondrement d'une alternance crédible. Avant le président Macron, il y a une République déjà travaillée par la défiance. Avant le « nouveau monde », il y a l'ancien qui ne sait plus comment faire semblant d'être vivant. Le macronisme n'a pas créé cette fatigue. Il l'a lue, captée, organisée, puis transformée en force politique.

Voilà sa première efficacité. Il ne promet pas d'abord une destination. Il promet de sortir du blocage. Il ne demande pas au pays de croire à une grande idée. Il lui demande de consentir à un mouvement. Il ne répare pas la confiance. Il occupe l'espace laissé par sa disparition.

C'est ainsi que commence la fabrication d'un président sans héritage apparent : non par une naissance miraculeuse, mais par une vacance. Le vieux pouvoir ne meurt pas. Il change d'interface. Il se choisit un visage neuf, une grammaire plus fluide, une énergie de lancement, une scénographie de rupture. Puis il appelle cela le nouveau monde.

La France, épuisée, regarde l'emballage.

Et pendant quelques mois, cela suffit.

Repères documentaires : So6, So7, So8, So9, S52, S53. Voir l'Annexe 4 pour les références complètes.